

DE BUENOS AIRES



N°02 – Du 6 au 12 janvier 2023

Zoom – Quels sont les principaux chantiers économiques qui attendent le gouvernement chilien en 2023 ?

En 2023, plusieurs grands projets de réformes économiques devraient marquer l'agenda législatif des ministères chiliens des Finances, de l'Économie, du Travail et de la Sécurité sociale, ainsi que de l'Énergie et des Mines. Ce sera surtout le cas des réformes fiscale, des retraites, de réduction du temps de travail à 40 heures et du secteur minier. Pour le ministère des Finances, conduit par Mario Marcel, si la réforme fiscale actuellement en examen à la commission des finances de la Chambre des députés reste la priorité, d'autres dossiers devraient aboutir cette année, tels que le renforcement des normes qui portent sur la responsabilité budgétaire ou le projet de loi qui modifie le mécanisme de stabilisation des prix des carburants (Mepco), qui permet de limiter les fluctuations hebdomadaires des prix à la pompe. De plus, le chantier de la réforme des retraites sera au cœur de l'action du ministère du Travail et de la Sécurité sociale, de même que le projet de loi sur la pension générale universelle (PGU), déjà inscrit au calendrier des travaux de la Chambre des députés. En matière de droit du travail, le projet de loi portant sur la réduction du temps de travail hebdomadaire à 40 heures devrait être adopté en mars ou avril. Du côté du ministère de l'Économie, la nouvelle loi sur la pêche représente le « défi le plus complexe », selon les déclarations du ministre, Nicolás Grau. Cette nouvelle loi devra régler l'épineuse question de la répartition des ressources halieutiques entre la pêche industrielle et la pêche artisanale. Le ministère de l'Économie s'est aussi engagé à finaliser le règlement sur la présence des femmes dans les conseils d'administration. Le ministère de l'Énergie, dirigé par Diego Pardow, s'est donné pour 2023 deux grandes priorités : la réforme du secteur de l'électricité, fixant notamment les prix et les règles du marché du gaz naturel liquéfié et du gaz naturel, ainsi que la présentation d'un projet de loi sur la transition énergétique comprenant des mesures pour le secteur des transports et de la mobilité durables. Enfin, une réforme en profondeur de l'industrie minière devrait être annoncée dans les prochaines semaines, sous forme d'une politique nationale du lithium qui portera notamment sur la création d'une entreprise nationale du lithium, devant concentrer l'essentiel des développements futurs de production et d'industrialisation, et éventuellement d'un institut national du lithium, pour la recherche et développement en amont et en aval. La réforme du secteur minier, portée par la ministre Marcela Hernando, est l'une des réformes les plus importantes du mandat du président Gabriel Boric. La redevance pour l'exploitation minière, toute première étape de la réforme, est actuellement en discussion à la commission des finances du Sénat. Les réformes structurelles qui seront menées par le gouvernement cette année, telles que les réformes fiscale et des retraites, ainsi que l'évolution du nouveau processus constitutionnel, auront ainsi un impact déterminant sur la croissance de l'économie chilienne et sur le climat des affaires du pays.

LE CHIFFRE À RETENIR

10

Principaux chantiers
économiques du
gouvernement
chilien en 2023

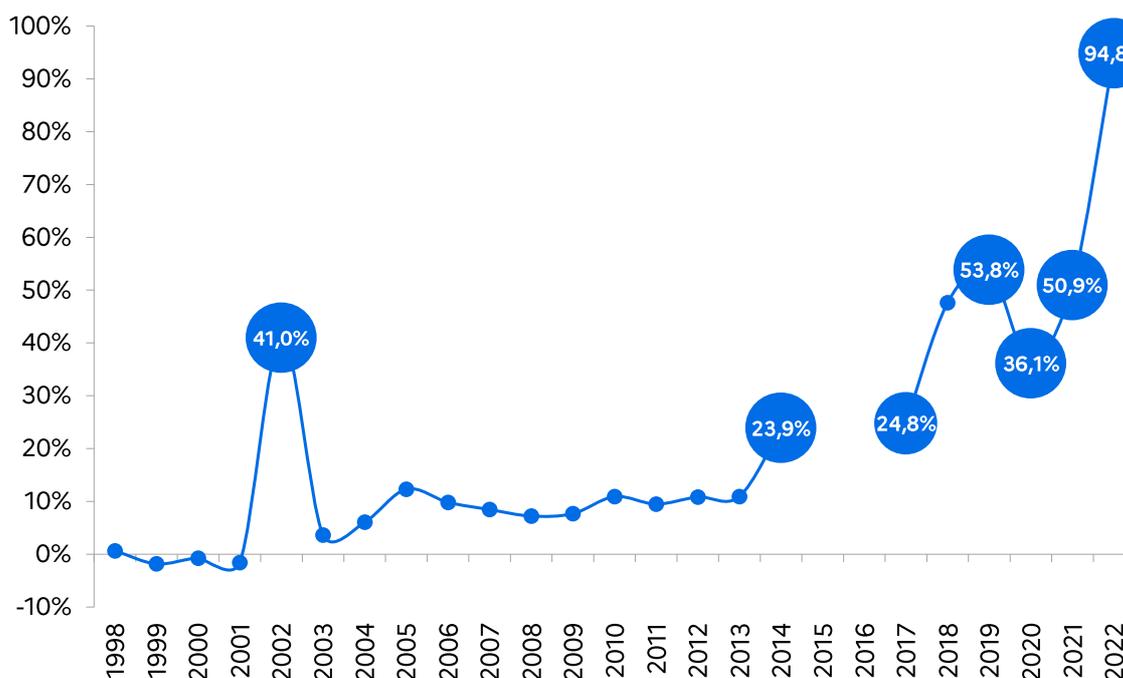
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2021	10,4%	11,7%	4,2%	4,4%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	8,1%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2021	-4,3%	-7,7%	-3,7%	-4,2%
Dettes publiques (% du PIB)	2021	80,9%	36,3%	33,8%	73,3%
Solde courant (% du PIB)	2021	1,4%	-6,7%	0,8%	-1,8%
Dettes extérieures (% du PIB)	2021	58,3%	84,4%	49,9%	77,1%
Prévisions et anticipations					
Croissance du PIB réel - FMI	2022	4,6%	2,1%	0,2%	5,3%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2022	5,3%	2,5%	0,2%	5,4%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	2,0%	-1,3%	4,5%	3,6%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	0,5%	-1,5%	4,5%	2,6%
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	98,4%	5,0%	5,0%	7,3%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2021	486,7	316,8	38,8	59,3
Population (millions)	2021	47,3	19,8	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Argentine – Inflation annuelle (fin de période, glissement annuel)



Sources : FMI, Banque centrale, SER Buenos Aires

ARGENTINE

Le ministre de l'Économie Sergio Massa présente dans la presse ses grandes priorités pour 2023

Dans un long entretien publié dans le journal Perfil, Sergio Massa, à la tête du ministère de l'Économie depuis la fin juillet, a dressé le bilan de ses actions menées en 2022 et les perspectives pour l'année 2023.

En ligne avec les priorités annoncées lors de sa nomination, Sergio Massa a réitéré les grandes lignes de sa politique économique, telles que le rétablissement de la politique budgétaire, la reconstitution des réserves internationales ainsi que l'obtention de gains de compétitivité qui doivent permettre de soutenir les exportations et la croissance.

Sur le volet budgétaire, le ministre s'est félicité de l'atteinte de la cible de déficit fixée à 2,5 % du PIB en 2022. Pour le ministre, la restauration très progressive des finances publiques doit s'accompagner, sur le plan monétaire, du retour à des taux d'intérêt positifs et de l'amélioration des canaux de transmission des instruments de la Banque centrale, en particulier le pilotage par les taux et les prix.

Le ministre s'est également réjoui du recul de l'inflation, à l'instar de la tendance observée dans les autres pays de la région (+0,3 % sur un mois au Chili en décembre, versus +1,0 % en novembre, +1,4 % en juillet), notamment grâce au tassement des prix des matières premières. Ainsi, selon le ministre, l'inflation mensuelle pourrait s'établir autour de 3,0 % à partir d'avril, après 4,9 % en novembre et 5,1 % en décembre.

S'agissant des comptes externes, le ministre estime que la sécheresse pourrait coûter à l'Argentine entre 2 et 3 Mds USD. Il espère toutefois que les hausses des prix agricoles pourront compenser le repli des livraisons. La guerre en Ukraine aurait toutefois généré un surcoût dans les importations de l'ordre de 5,2 Mds USD (en raison essentiellement de la hausse des prix des engrais et des produits énergétiques). Cette estimation ne prendrait cependant pas en compte les gains qui ont été générés grâce au renchérissement des produits agricoles.

Dans ces conditions, l'objectif est de réduire la facture énergétique grâce aux plans Gas 4 et 5 qui visent, respectivement, à accroître la production de gaz (contrats de production accordés jusqu'en 2028) ainsi qu'à remplir le gazoduc Néstor Kirchner. Via ce programme, le ministre affirme que l'Argentine pourrait exporter du gaz à partir de 2026, destiné à des pays du voisinage (Brésil, Chili et à terme Bolivie). Par ailleurs, le ministre propose de construire des usines d'engrais afin de tirer profit des très importantes réserves gazières de Vaca Muerta. Ces projets seront, selon lui, discutés avec le chancelier allemand Olaf Scholz lors de sa visite officielle en Argentine fin janvier.

S'agissant de la relation avec la Chine, le ministre a rappelé l'objectif de monter à près de 5 Mds USD le volume des importations chinoises qui sont facturées en Yuan sur la ligne d'échanges de devises détenue avec la Banque centrale chinoise. Le ministre a aussi rappelé l'intention de son pays de négocier un accord d'intégration commerciale avec le Brésil avec, à terme, l'objectif d'établir une monnaie commune entre les deux pays. Enfin, concernant les États-Unis, le ministre s'est félicité de l'accord fiscal bilatéral qui permettra d'établir un échange automatique



d'informations (au 30 septembre de chaque année). Il a ainsi encouragé les Argentins qui détiendraient des comptes aux États-Unis de les déclarer auprès de l'administration fiscale argentine (AFIP) afin d'éviter de payer des pénalités.

De plus, pour sortir des crises récurrentes de la balance des paiements, le ministre a aussi rappelé la nécessité de conserver un taux de change compétitif et d'accroître la valeur ajoutée des exportations. En effet, selon lui, les ventes argentines à l'étranger sont, en moyenne, valorisées à 600 USD/t alors que les importations coûtent 1.100 USD/t. Dans cette perspective, il souhaite encourager les exportations qui sont issues de l'industrie de la connaissance, des nouvelles technologies (notamment la fabrication de satellites) et de la transition écologique (lithium). C'est donc dans cet objectif que s'inscriraient les lois sur l'économie de la connaissance, ainsi que la nanotechnologie, la biotechnologie et l'auto-entrepreneuriat technologique.

De la même manière, le ministre encourage les investissements publics et privés pour créer des emplois et soutenir la croissance. Pour le ministre, la consommation (environ 2/3 du PIB) est l'un des principaux moteurs de l'activité économique. En ligne avec la relance keynésienne, le ministre souhaite soutenir la consommation des ménages via notamment le crédit à la consommation (Ahora 12) et le contrôle des prix. Et pour cause, à la faveur d'une demande interne très vigoureuse en novembre et décembre (Coupe du monde de football, fêtes de fin d'année), qui soutient l'activité économique (taux d'utilisation des capacités industrielles établi à 68,9% en novembre), le Ministre indique que la croissance du PIB pourrait être supérieure à 5,0 % en 2022 (+5,3 % selon les anticipations du marché).

De manière générale, le ministre considère que la conduite de l'agenda de réformes structurelles sera relativement difficile en période électorale. Il invite dès lors les élus des divers partis politiques à s'unir autour des chantiers législatifs en cours, notamment ceux portant sur l'hydrogène, la lutte contre le blanchiment des capitaux et la réforme de l'institut national des statistiques (INDEC) pour lui donner davantage d'autonomie tout en le soumettant au contrôle du Sénat.

L'inflation de fin de période de 2022 constitue un record depuis 32 ans

En décembre 2022, l'inflation a progressé de 5,1% en glissement mensuel, après avoir ralenti à 4,9% en novembre et atteint 6,3% en octobre. Ce résultat est ainsi inférieur aux anticipations des agents économiques, qui étaient fixées à 5,5%. Cette très légère accélération de l'inflation en fin d'année a surtout été due à la progression des prix de la restauration et de l'hôtellerie (+7,2%), mais également des boissons alcooliques et du tabac (+7,1%), qui s'explique en partie par le début de l'été austral et de la période de congé annuel, et par la Coupe du monde de football. De leur côté, les ajustements des prix des carburants et des tarifs d'assurance santé ont contribué à faire augmenter les prix des transports (+5,8%) et des dépenses de santé (+5,7%). Les prix alimentaires ont progressé de 4,7%.

Dès lors, l'inflation de fin de période s'est élevée à 94,8% en 2022 (après +50,9% en 2021), soit très légèrement en dessous des anticipations des agents économiques fixées à 95,5%. Il s'agit du taux d'inflation annuel le plus élevé depuis 1991, lors de la mise en place du Plan de Convertibilité et de la sortie de la dernière période d'hyperinflation.



De son côté, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire celle qui exclut les prix volatiles, comme les prix des produits alimentaires et des produits énergétiques, s'est établie à près de 90,6 %. Les augmentations de prix ont été les plus fortes pour, entre autres, les vêtements (+120,8 %), la restauration et l'hôtellerie (+108,8 %) ainsi que les produits alimentaires (+95,0 %). À l'inverse, les augmentations des prix qui sont régulés, comme les dépenses de communication (+67,8 %) et de logement, d'électricité, de gaz et d'eau (+80,4 %) ont été contenues.

L'inflation sous-jacente ayant eu tendance à s'accroître fin 2022 (+5,3 % en glissement mensuel en décembre après près de +4,8 % en novembre), les agents anticipent des tensions inflationnistes persistantes au cours du 1^{er} trimestre de 2023 (+5,6 % en janvier, +5,7 % en février et + 6,2 % en mars) et une inflation de 98,4 % en fin de période en 2023.

Pour rappel, l'un des objectifs du ministre de l'Économie Sergio Massa est d'atteindre un taux d'inflation mensuel de 3 % à partir d'avril pour afficher une inflation annuelle de 60 % en 2023. Selon les économistes, si les accords de prix obtenus dans les différents secteurs (alimentaire, textile, etc.) pour le 1^{er} trimestre de 2023 et le ralentissement de la dépréciation du peso pourraient aider à atteindre cet objectif, la poursuite du retrait des subventions énergétiques d'une partie des ménages, les revalorisations salariales et la sécheresse pourraient nourrir l'inflation au cours des prochains mois.

CHILI

Pour faire face au ralentissement économique et à l'inflation, le président Gabriel Boric présente de nouvelles aides destinées aux ménages

En novembre, l'activité économique a chuté de près de 0,8 % en glissement mensuel, en désaisonnalisé, après avoir progressé de près de 0,6 % en octobre et stagné en septembre. En glissement annuel, la baisse de l'activité économique s'est accélérée, puisqu'elle a reculé de 2,5 % (après -1,2 % en septembre et -0,3 % en août), un résultat plus négatif que les anticipations des agents économiques, qui étaient fixées à -2,0 %.

Pratiquement tous les secteurs économiques ont contribué négativement à la croissance en novembre. En effet, le commerce (-8,8 %) a poursuivi son recul d'activité, influencé par la baisse des ventes des supermarchés et des grands magasins, ainsi que des matériaux de construction. Ce fut aussi le cas de l'industrie (-6,5 %). De même, l'activité minière (-3,2 %) a contribué négativement à la croissance, tandis que l'activité dans les services (+0,1 %) a stagné.

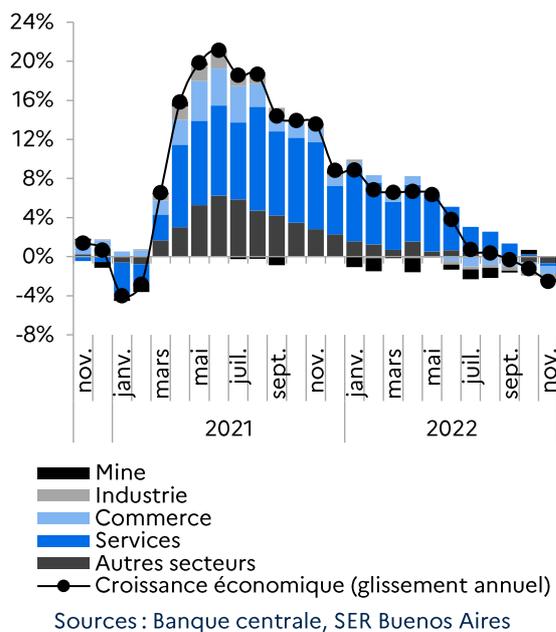
Dès lors, sur les onze premiers mois de 2022, la croissance s'est élevée à 3,1 % sur un an, alors que les agents économiques anticipent une croissance de 2,5 % sur l'ensemble de l'année. Ils anticipent toujours une récession en 2023, de 1,5 %, suivie d'un léger rebond de 2,1 % en 2024.

De son côté, si l'inflation a montré des signes de ralentissement en décembre (+0,3 % en glissement mensuel après près de +1,0 % en novembre), elle a terminé sa course en 2022



à 12,8% en glissement annuel (après 7,2% en 2021). Il s'agit ainsi de son niveau le plus élevé depuis décembre 1991, alors que l'inflation sous-jacente, qui exclut les prix volatils, en particulier alimentaires et énergétiques, s'est établie à 10,7% (après 5,2% en 2021). Les agents économiques anticipent une inflation à 5,0% en fin de période en 2023 et 3,3% en 2024, soit une convergence progressive vers la cible de 3% de la Banque centrale.

Croissance du PIB et contributions des secteurs d'activité



Pour pallier les effets du ralentissement de l'activité et de l'inflation sur les ménages, le président Boric a présenté début janvier un nouveau paquet de mesures économiques destinées aux ménages les plus vulnérables.

Ces mesures sont estimées à 2 Mds USD (0,6% du PIB). Elles visent entre autres à doubler, exceptionnellement, l'allocation de rentrée scolaire, à revaloriser les allocations familiales, à mettre en place une nouvelle prime pour compenser l'augmentation des prix alimentaires, à élargir les accords de prix

avec les entreprises pharmaceutiques pour baisser les prix de certains médicaments, à fournir des garanties publiques pour des crédits immobiliers et à prolonger au cours du 1^{er} semestre de 2023 le dispositif du revenu familial d'urgence du travail (ou « *IFE laboral*»), qui cherche à inciter la création d'emplois formels.

Ainsi, depuis le lancement par le président Gabriel Boric du plan de relance économique « *Chile Apoya* » (ou « *Le Chili soutient*») au tout début de son mandat en avril 2022, les ressources engagées pour les aides destinées aux ménages s'élèvent à environ 2,3% du PIB, soit un montant largement inférieur aux près de 16% du PIB de mesures de soutien aux ménages et entreprises qui ont été engagés en 2020-2021.

Le recyclage des déchets, un défi pour le pays produisant la plus grande quantité de déchets de la région

Selon la Banque mondiale, le Chili est le pays d'Amérique latine qui produit la plus grande quantité de déchets. Par ailleurs, en matière de recyclage, il se situe bien en dessous de la moyenne latino-américaine de 4%, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Si le pays avait fait figure d'exemple en 2020 lorsqu'il était devenu officiellement le 1^{er} d'Amérique latine à supprimer l'utilisation des sacs plastiques à usage unique dans les magasins, l'accumulation de déchets dans certaines localités ternit ces bons résultats.

En effet, le désert d'Atacama par exemple, dans le Nord du Chili, reste le réceptacle de tonnes de vêtements usagés, mais aussi de voitures et de pneumatiques en fin de vie provenant du monde entier et menaçant un écosystème unique, avertissent des experts.



Ainsi, plus de la moitié des vêtements et des chaussures qui sont produits à bas coûts et à la chaîne, en Asie pour l'essentiel, finissent éparpillés dans le désert d'Atacama du fait de l'engorgement du circuit. Régulièrement, ces décharges sauvages sont incendiées afin d'en réduire les nuisances, provoquant ainsi d'épais nuages de fumées toxiques.

Toutefois, d'autres localités chiliennes sont plus avancées en matière de traitement des déchets. La commune de La Pintana, dans la région métropolitaine de Santiago, fait figure d'exemple en ce qui concerne le recyclage des déchets. Dans cette commune, l'une des plus pauvres de la région métropolitaine, des camions collectent depuis de nombreuses années les déchets organiques des habitants. La commune dispose aussi d'une pépinière municipale, construite sur une ancienne décharge. Elle fournit chaque année environ 100.000 plantes de 400 espèces différentes qui sont utilisées pour verdifier la ville.

La ministre de l'Environnement, Maisa Rojas, a récemment annoncé un projet de loi visant à reproduire l'exemple de la Pintana dans le reste du pays. Le défi est important dans un pays qui produit en moyenne 1,1 kg de déchets par personne et par jour et qui n'en recycle que 0,8 %, selon le ministère de l'Environnement du Chili.

PARAGUAY

L'entreprise Atome avance sur un méga-projet de production d'hydrogène et ammoniac verts

L'entreprise britannique Atome Energy PLC a, en décembre 2022, attribué au consortium formé par les compagnies espagnoles Urbas

et Ingeser et l'entreprise suisse Casale, le contrat d'ingénierie de base d'un projet de production d'hydrogène et ammoniac verts au Paraguay.

Ces études permettront d'évaluer les coûts du projet, ainsi que la technologie la mieux adaptée pour le processus d'électrolyse qui permettra de produire l'hydrogène à partir de l'eau. L'entreprise Atome disposera dès lors des informations nécessaires à la prise de décision d'investissement au 2^{ème} trimestre de 2023, pour mettre en service la première étape du projet au 1^{er} semestre de 2025.

Ce projet comprendra jusqu'à 420 MW de puissance installée. Il doit être implanté sur un terrain de 30 hectares situé à Villeta, à 35 kms d'Asunción. Pour la première phase, il est prévu que l'usine dispose d'une capacité de production de 50 tonnes d'hydrogène et 300 tonnes d'ammoniac par jour.

L'usine serait ainsi alimentée par l'électricité produite grâce à la centrale hydroélectrique binationale d'Itaipú, la 2^{ème} plus grande au monde. L'entreprise a signé un contrat de fourniture d'électricité (« PPA ») de 120 MW avec l'ANDE (« *Administración Nacional de Electricidad* »), qui est l'entreprise publique d'électricité du Paraguay en charge de la production, du transport et de la distribution de l'électricité.

Par ailleurs, la deuxième phase du projet d'Atome prévoit la construction d'un autre site de production de près de 1.000 tonnes par jour d'ammoniac vert à Iguazú, pouvant entrer en service en 2027.

URUGUAY

La Banque centrale poursuit le resserrement de sa politique monétaire en adoptant sa 12^{ème} levée de taux consécutive

La Banque centrale a adopté sa 12^{ème} levée de taux directeur consécutive depuis le début du resserrement de sa politique monétaire en août 2021. Comme annoncé lors de la réunion de politique monétaire du mois de novembre, le taux directeur a été relevé de 25 points de base, en passant de 11,25 % à 11,5 % pour clôturer 2022.

Les autorités monétaires ont de plus précisé que si, pour l'instant, elle n'envisageait pas de relever davantage leur taux directeur lors de leur prochaine réunion le 15 février, elles ont signalé qu'elles resteraient attentives aux évolutions économiques internes et externes dans l'objectif d'assurer la convergence des anticipations d'inflation vers la cible, qui est fixée à 3-6 % depuis septembre 2022.

La 12^{ème} levée de taux répond d'ailleurs à la rigidité des anticipations. Bien que suivant une tendance à la baisse, les anticipations d'inflation d'ici deux ans se situaient à 6,8 % en décembre (contre 7,0 % en novembre), toujours au-dessus de la cible. Les agents économiques anticipent une inflation à 7,3 % en fin de période en 2023 et 6,8 % en 2024.

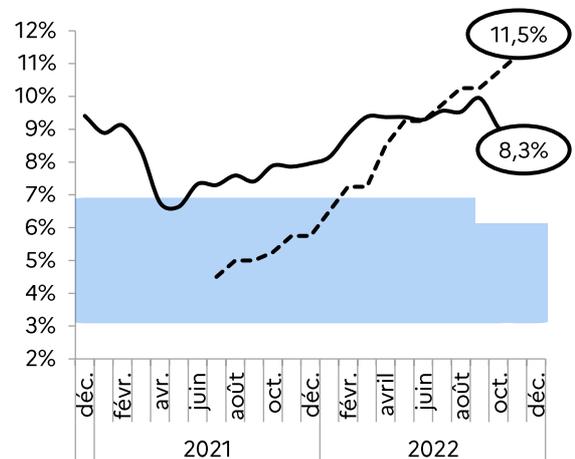
Dans ce contexte, l'inflation uruguayenne continue à ralentir, signe que le resserrement de la politique monétaire qui est porté par la Banque centrale commence à porter ses fruits. En décembre, le taux d'inflation s'est maintenu en territoire négatif, s'établissant à -0,3 % en glissement mensuel, soit au même

niveau que les anticipations des agents et du taux de novembre.

Si l'inflation mensuelle tend à baisser, elle est toutefois hétérogène selon les postes. Cette baisse est en effet tirée par les dépenses liées au transport (-1,0 %) et au logement (-3,6 %), du fait de la baisse de la facture d'électricité (-11,2 %) grâce au versement d'une prime énergétique annuelle à certains ménages. Les prix alimentaires ont, de leur côté, augmenté (+0,7 %).

De plus, le taux d'inflation annuel en fin de période pour 2022 s'est établi à 8,3 %. S'il finit en deçà des anticipations fixées à 8,4 %, il est toutefois légèrement au-dessus de son taux de 2021, qui se situait à 8,0 %.

Évolution de l'inflation et du taux d'intérêt directeur de la Banque centrale



— Bande cible d'inflation
— Inflation (glissement annuel)
- - - Taux d'intérêt directeur de la Banque centrale

Sources : INE, Banque centrale, SER Buenos Aires



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
[@Tresor_ConoSud](https://twitter.com/Tresor_ConoSud)